



DIRECTION GENERALE  
DIRECTION DES ACHATS

## **Cahier des Clauses Particulières (CCP)**

### **Marché à Procédure Adaptée (MAPA)**

#### **FOURNITURE DE CHARBON DE BOIS POUR LA CUISSON AU BARBECUE**

**DCE n° 2025-0897/EdA-DA**

- Annexe 1 : Gabarit articles (trame)
- Annexe 2 : Notice -spécifications techniques

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 – GENERALITES.....	4
1.1 Présentation de l'Econamat des Armées .....	4
1.2 Objet de l'accord-cadre .....	4
1.3 Forme et nature de l'accord-cadre .....	4
1.4 Durée et reconduction de l'accord-cadre .....	4
1.5 Clause de réexamen.....	4
ARTICLE 2 – PIECES CONTRACTUELLES.....	5
2.1 Pièces particulières .....	5
2.2 Pièces générales.....	5
2.3 Exhaustivité des pièces .....	6
ARTICLE 3 – PRIX .....	6
3.1 Contenu des prix .....	6
3.2 Offres promotionnelles.....	6
3.3 Révision des prix .....	6
3.4 Clause de sauvegarde.....	7
ARTICLE 4 MODALITES D'EXECUTION.....	7
4.1 Gabarit de référencement .....	7
4.3 Commandes - schéma d'exécution.....	7
4.4 Passation des commandes.....	7
4.4 Emission des bons de commande.....	8
4.5 Incident après confirmation de commande .....	8
4.7 Rupture de stock / substitution .....	8
4.8 Livraison.....	9
4.9 Rapport d'activité .....	10
ARTICLE 5 FACTURATION ET MODALITES DE REGLEMENT .....	11
5.1 Facturation .....	11
5.2 Délais de paiement .....	12
5.3 Modalités de paiement .....	12
5.4 Intérêts moratoires.....	12
5.5 Nantissement et cession de créance.....	12
5.6 Avances.....	12

ARTICLE 6 PENALITES .....	12
<b>6.1 Pénalité pour retard</b> .....	12
<b>6.2 Pénalité pour taux de service minimum non atteint</b> .....	13
ARTICLE 7 ECHANGE ET SAV.....	13
ARTICLE 8 OBLIGATION DU TITULAIRE .....	13
<b>8.1 Conformité des prestations</b> .....	13
<b>8.2 Responsabilité du titulaire</b> .....	13
<b>8.3 Assurances</b> .....	13
<b>8.4 Changement dans la situation du titulaire</b> .....	14
ARTICLE 9 AUTRES OBLIGATIONS .....	14
<b>9.1 Confidentialité</b> .....	14
<b>9.2 Données personnelles</b> .....	14
<b>9.3 Protection de l’environnement et développement durable</b> .....	15
<b>9.4 Protection de la main d’œuvre et conditions de travail</b> .....	15
ARTICLE 10 RESILIATION ET EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES .....	15
<b>10.1 Résiliation d’un commun accord des parties</b> .....	15
<b>10.2 Résiliation par l’acheteur</b> .....	16
<b>10.3 Exécution aux frais et risques du titulaire</b> .....	16
ARTICLE 11 LITIGES ET DIFFERENDS.....	16
ARTICLE 12 DEROGATIONS .....	16

## CONTEXTE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE

Les présents accords-cadres sont établis par référence au code de la commande publique et notamment l'article L2125-1. Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable est le CCAG des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS \_ arrêté du 30 mars 2021). Ces textes sont disponibles sur le portail Internet « Légifrance » : <http://www.legifrance.gouv.fr>.

## ARTICLE 1 – GENERALITES

### 1.1 Présentation de l'Economat des Armées

Etablissement public à caractère commercial, l'Economat des Armées (EdA) est une centrale d'achat et un prestataire de services dédié au soutien des forces armées et des formations administratives du Ministère des Armées.

Les cœurs de métier de l'EdA sont l'approvisionnement des forces armées en denrées alimentaires et matériels, la restauration collective et privée, la gestion de libre-service et de centres de loisirs, ainsi que la fourniture de prestations de service externalisées, dans les domaines de la téléphonie, de la restauration et de la logistique notamment, en France et à l'étranger. L'administration, le soutien et le pilotage opérationnel sont centralisés à Pantin dans les locaux de la direction générale.

« Vivres Métropole » est le dispositif d'approvisionnement en denrées et en produits péri-alimentaires destinés aux organismes militaires de restauration et aux sociétés de restauration collective (SRC).

Tous les bénéficiaires concernés par le dispositif « Vivres Métropole » sont localisées en France métropolitaine (Corse et continent).

### 1.2 Objet de l'accord-cadre

L'accord cadre à bons de commande a pour objet la fourniture de combustibles solides pour la cuisson au barbecue.

### 1.3 Forme et nature de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord-cadre passé selon une procédure adaptée (MAPA) en application de l'article L2323-1 du Code de la Commande Publique.

Il s'exécute par accord-cadre à bons de commande conclu sans minimum garanti, avec un montant global estimé à 100 000 € HT sur la durée de l'accord-cadre et un montant maximum fixé à 221 000 € HT.

### 1.4 Durée et reconduction de l'accord-cadre

L'accord-cadre prend effet à compter de sa date de notification pour une durée d'un (12) mois ; cette date constitue la date anniversaire de l'accord-cadre considéré.

L'accord-cadre est tacitement reconductible trois (3) fois douze (12) mois à compter de sa date d'anniversaire.

Dans le cas où l'accord-cadre à bons de commande est reconduit, le titulaire ne peut refuser la reconduction.

En cas de non-reconduction souhaitée par l'acheteur, l'acheteur en informe le titulaire au plus tard deux (2) mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre. Dans ce cas, le titulaire est tenu à l'entière exécution des engagements souscrits pendant la durée effective de l'accord-cadre.

### 1.5 Clause de réexamen

Par application de l'article R. 2194-1 et suivants du code de la commande publique, le marché peut être modifié, quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes :

- intégration de prestations nouvelles nécessaires à l'objet du présent marché ;
- ajustement de la durée du marché ou des coûts de la prestation, en raison de paramètres non prévisible à la date de contractualisation ;
- cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise

- titulaire (fusion, acquisition, absorption) à condition que cette modification n'entraîne aucune
- modification substantielle du contrat et que l'opérateur économique présenté remplisse les critères de sélection initiaux ;
- reprise de l'exécution du marché par un mandataire qualifié de l'acheteur ;
- toute autre modification non substantielle nécessaire à la bonne exécution de l'accord-cadre à bons de commande.

Par application de l'article R2194-8 du code de la commande publique, le titulaire peut également proposer au pouvoir adjudicateur des nouveaux produits (correspondant à l'objet de l'accord-cadre à bons de commande) dans la limite de 10% du montant estimatif de l'accord-cadre à bons de commande.

Le processus de référencement des nouveaux produits est soumis à cotation. Il est géré entre le titulaire et l'acheteur (ou son représentant). Il doit respecter les conditions suivantes :

- l'acheteur adresse une demande au titulaire suivant son besoin
- le titulaire adresse une proposition tarifaire à l'acheteur, impérativement accompagné des documents associés (visuel HD, fiche technique, etc.) ;
- après discussions, l'acheteur accepte ou refuse les nouveaux produits.

Le titulaire communique le gabarit de référencement mis à jour de tous les nouveaux articles au maximum sous 3 jours ouvrés après l'acceptation des nouveaux produits par l'acheteur. Les nouveaux produits ainsi référencés suivent alors les mêmes règles que les produits initialement prévus dans l'accord-cadre.

Il est entendu que les modifications ne peuvent avoir pour effet de changer la nature globale de l'accord-cadre.

De plus, de nouveaux bénéficiaires peuvent être intégrés par voie d'ordre de service.

La clause de réexamen fait l'objet d'une décision écrite de l'acheteur et est notifiée au titulaire par tout moyen permettant d'attester sa bonne réception.

## **ARTICLE 2 – PIÈCES CONTRACTUELLES**

Conformément à l'article 4.1 du CCAG applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS), l'accord-cadre à bons de commande est régi par les pièces énumérées ci-après, par ordre de priorité décroissante :

### **2.1 Pièces particulières**

- l'acte d'engagement (AE) et son annexe 1, dûment remplis, datés et signés par la personne habilitée à engager le titulaire ;
- le présent cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes ;

Ces pièces sont établies en un exemplaire original. Elles sont conservées dans les archives de l'acheteur et font seules foi.

### **2.2 Pièces générales**

- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS-arrêté du 30 mars 2021), sauf dérogations mentionnées à l'article 12 du présent CCAP, et dans la mesure où ses dispositions ne sont pas contraires à celles qui suivent, lesquelles prévalent ;
- les normes professionnelles en vigueur à la date de notification, prévues dans le cadre du règlement du travail lié au présent accord-cadre ;
- la législation et la réglementation en vigueur pour les prestations objet de l'accord-cadre ;
- les pratiques et coutumes de la profession.

Les accords-cadres sont régis par les lois et règlements applicables en France exclusivement. Il est précisé que tout document ou correspondance relatif aux accords-cadres doit être rédigé en langue française.

## 2.3 Exhaustivité des pièces

Les présents accords-cadres, constitués des documents contractuels définis aux articles 2.1 et 2.2, expriment l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

Les dispositions des présents accords-cadres prévalent sur celles qui figurent dans les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre l'acheteur et le titulaire préalablement à la signature des accords-cadres. Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne peut s'intégrer aux présents accords-cadres. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, le catalogue, les documents d'offres commerciales, etc.

## ARTICLE 3 – PRIX

### 3.1 Contenu des prix

Les prix des produits, objet de l'accord-cadre à bons de commande, sont unitaires, en euros, avec au plus, deux décimales. Les prix s'entendent Franco sur les lieux de livraison, de stockage ou de déchargement identifiés sur le bon de commande. Les prix et le taux de remise applicables aux fournitures sont mentionnés dans l'offre du titulaire à l'annexe financière de l'acte d'engagement.

Les prix unitaires sont exprimés en euros hors taxes et toutes taxes comprises. Ils sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la fourniture et/ou la prestation, ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance, au transport (chargement, livraison, déchargement...) jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

### 3.2 Offres promotionnelles

Tous les prix de l'accord-cadre peuvent faire l'objet d'offres promotionnelles.

Une offre promotionnelle peut notamment prendre les formes suivantes :

- une diminution d'un ou plusieurs prix hors taxes ;
- une augmentation des taux de remise ;
- une augmentation ou une intégration de mécanismes de remise, rabais ou ristournes ;
- une combinaison de points listés ci-dessus.

Le Titulaire adresse à l'EdA sa proposition, par tout moyen permettant d'en donner date certaine.

Il donne toutes précisions utiles et notamment la durée de validité de la promotion, la désignation précise des produits et prestations concernés et/ou du ou des Bénéficiaire(s) concerné(s) et/ou du ou des Bénéficiaires Potentiels de la promotion.

### 3.3 Révision des prix

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-FCS, les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois au cours duquel le candidat a fixé son prix dans son offre et correspondant à sa date de signature de l'acte d'engagement ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont ajustables, à la hausse (annuellement à compter de la date d'anniversaire de l'accord-cadre), comme à la baisse (à tout moment) par référence au tarif indiqué dans l'offre du titulaire.

Pour un ajustement à la hausse, le titulaire de l'accord-cadre s'engage, sous peine de forclusion, à notifier ses nouveaux tarifs au pouvoir adjudicateur avec un préavis de 4 mois avant la date prévue pour l'application de l'ajustement.

L'EdA fait connaître au titulaire sa décision dans un délai maximum de 15 jours à compter de la réception du nouveau tarif. **L'application des nouveaux prix doit être approuvée par écrit par l'acheteur préalablement à son entrée en vigueur, au vu des justifications avancées ;**

L'évolution du prix de règlement résultant de l'appréciation de la référence d'ajustement (rabais déduit) sera limitée à une augmentation de 3,0 % maximum.

Les nouveaux prix s'appliquent aux bons de commande émis à compter de la date d'entrée en vigueur de la nouvelle tarification.

### 3.4 Clause de sauvegarde

L'acheteur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre à bons de commande sans indemnité pour le titulaire, **dans le cas où l'augmentation annuelle des prix est supérieure à 3,0 % ou si l'évolution tarifaire qu'il propose ne s'appuie pas sur des justifications jugées valables par l'acheteur.**

## ARTICLE 4 MODALITES D'EXECUTION

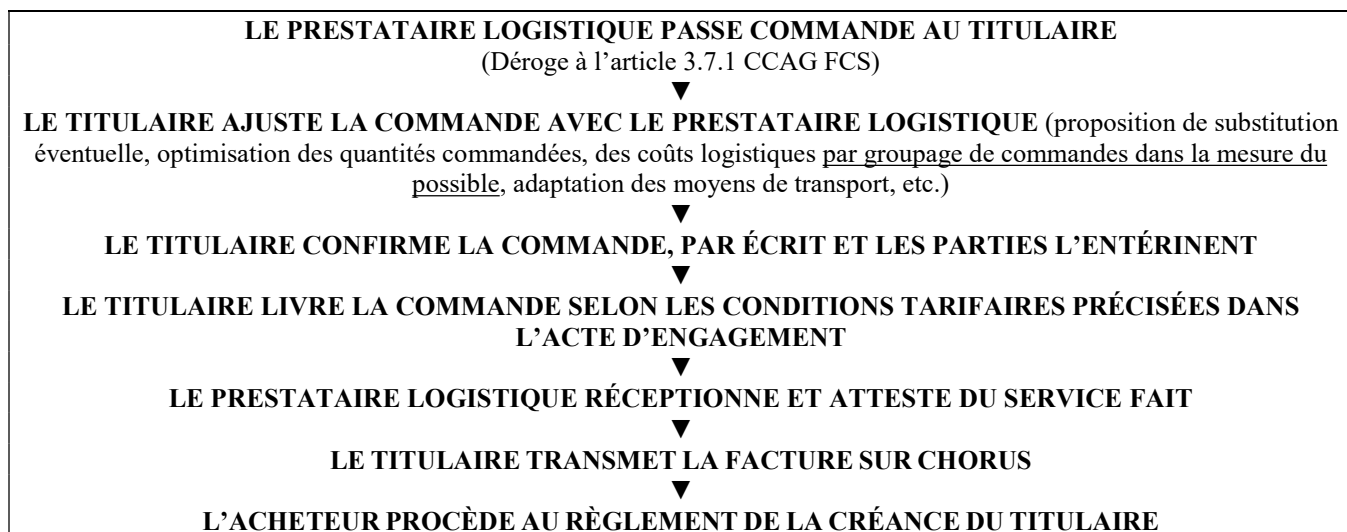
L'EdA est doté d'un système d'information destiné à automatiser ses achats opérationnels. Dans ce cadre, le titulaire s'engage à remplir l'annexe 1 (sous format Excel) du CCP « gabarit articles », permettant le référencement des produits dans notre logiciel de commande. Ces données doivent être mises à jour tout au long de l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande.

### 4.1 Gabarit de référencement

Le titulaire doit impérativement fournir, dans les 5 jours ouvrés qui suivent la notification de l'accord-cadre à bons de commande, un « gabarit articles » sous format Excel (trame en annexe 1 du présent CCP), intégralement renseigné des informations demandées.

L'absence de fourniture de ce gabarit de référencement dans les délais et dans la qualité définie par l'EdA est un motif de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande pour faute du titulaire.

### 4.3 Commandes - schéma d'exécution



<p><b>ATTENTION : l'adresse de livraison n'est pas la même que celle indiquée pour la facturation. Le titulaire ne doit donc pas joindre sa facture aux produits livrés.</b></p>
--

### 4.4 Passation des commandes

Il est rappelé que le traitement des commandes ainsi que la mise à disposition / livraison des fournitures sont réalisés dans les délais contractualisés, quelle que soit la période de réception de la demande et notamment lorsque le titulaire connaît des pics d'activités saisonniers.

La quantité minimale de commande est indiquée par le titulaire dans l'annexe logistique (annexe à l'acte d'engagement). Dans de rares cas, la quantité minimale de commande par livraison n'est pas respectée, le titulaire a donc la faculté d'imputer des frais de port.

Les commandes sont passées par le prestataire logistique, représentant l'acheteur. Les commandes sont passées au carton ou à la palette en fonction des produits dans les conditions suivantes (« J » étant le jour de réception des marchandises sur la plateforme du prestataire logistique) :

- le prestataire logistique passe ses commandes (fax, email) en jour J ouvré<sup>1</sup> avant 12h ;
- le titulaire confirme au prestataire logistique le lendemain avant 12h00 la disponibilité des produits ou l'informe de l'indisponibilité d'un ou plusieurs produits ;
- le titulaire et le prestataire logistique s'entendent ensuite pour aboutir à une commande définitive approuvée par les deux parties le lendemain avant 16h00 ;
- la livraison au prestataire logistique ne doit pas excéder 10 jours ouvrés soit J+10.

#### 4.4 Emission des bons de commande

L'accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commande établis :

- soit par les services des différentes directions de l'EdA ;
- soit par le prestataire logistique représentant l'acheteur.

Les bons de commande sont exclusivement émis par voie électronique. Aucune commande ne peut être prise en compte si elle est passée oralement.

Les bons de commande contiennent les informations nécessaires à la bonne exécution des prestations et mentionnent :

- |  |  |
|--|--|
| ○ le numéro de l'accord-cadre à bons de commande ; | ○ les quantités commandées ;                     |
| ○ la date d'émission de la commande ;              | ○ l'unité de commande ;                          |
| ○ le numéro du bon de commande ;                   | ○ la date de livraison ;                         |
| ○ le numéro de code service DFD-VM                 | ○ l'adresse de livraison ;                       |
| ○ la nature des produits ;                         | ○ l'adresse de facturation ;                     |
| ○ le code produit fixé par l'acheteur              | ○ les noms et signature de la personne habilitée |
| ○ le code produit du titulaire ;                   |  |

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité de l'accord-cadre à bons de commande. Leur durée d'exécution maximale est d'un mois à compter de leur réception par le titulaire ; elle ne peut être supérieure à un mois après la fin de l'accord-cadre à bons de commande.

#### 4.5 Incident après confirmation de commande

Si le titulaire n'est pas en mesure de mettre à disposition les produits commandés à la date convenue, il en informe le prestataire logistique.

- Si le prestataire logistique accepte la nouvelle date de mise à disposition (livraison), un nouveau rendez-vous est défini, et la commande reste valable. Ce changement de date est pris en compte dans l'évaluation de la performance du titulaire.
- Si cette nouvelle date n'est pas compatible avec les obligations du site logistique choisi par l'EdA pour réceptionner, ce dernier informe l'EdA qui peut faire appel à un autre fournisseur (exécution aux frais et risques du titulaire).

Conformément à l'article 11.4.2. du CCAG/FCS, le surcoût (transport et vivres) est imputé au titulaire défaillant, et la commande est considérée comme nulle.

#### 4.7 Rupture de stock / substitution

Les données communiquées par le titulaire doivent être fiables et cohérentes avec la réalité, afin d'assurer une bonne gestion des approvisionnements.

En cas de rupture, le titulaire a l'obligation contractuelle de proposer des produits de substitution afin de pallier cette carence. Un article de substitution est un produit ayant des caractéristiques techniques et qualitatives équivalentes au produit substitué de l'accord-cadre à bons de commande et un même rapport prix/poids.

---

<sup>1</sup> jours ouvrés : du lundi au vendredi sauf jours fériés.



## 4.8 Livraison

Les produits sont présentés dans un conditionnement conforme aux normes en vigueur et aux usages de la profession. Ils sont livrés dans un emballage de regroupement de type commercial, présentant une résistance mécanique suffisante pour permettre le transport et le stockage des produits sur palettes, ainsi que les manutentions lors de la distribution des produits.

### 4.8.1 Bons de livraison

Chaque livraison donne lieu à l'établissement d'un bon de livraison en deux exemplaires qui indique :

- les coordonnées du titulaire ;
- les références de l'accord-cadre à bons de commande ;
- les références de la commande ;
- l'identification de l'adresse de destination
- le code article fixé par l'acheteur ;
- l'unité de commande ;
- la quantité mise à disposition **avec son numéro de lot de fabrication ou sa DDM** ;
- le nombre de colis par palette ;
- le nombre de palettes remises par le titulaire ;
- la date de livraison ;
- la signature des représentants des parties (titulaire et prestataire logistique).

Un exemplaire du bon de livraison, élargé des deux parties, est annexé à la facture envoyée par le titulaire à l'acheteur ; un autre exemplaire est remis au représentant de l'acheteur chargé de la réception.

Par dérogation à l'article 31 du CCAG/FCS, la signature du bon de livraison par le prestataire logistique vaut transfert de propriété des produits.

Le titulaire dispose des moyens en personnel et matériels (type transpalette, diable, hayon...) nécessaires à la parfaite réalisation des prestations de livraison.

### 4.8.2 Délais de livraison

Le délai de livraison (exprimé en jours ouvrés) commence à courir à compter de la date de réception du bon de commande.

Les fournitures réputées stockées (article en stock renseigné « oui » au BPU) **sont livrées sous dix jours ouvrés maximum.**

Les fournitures non stockées font l'objet d'une confirmation de délai **sous 2 jours ouvrés** suivant la réception de la commande. Elles sont livrées dans tous les cas en respectant le délai maximum indiqué dans l'offre du titulaire.

### 4.8.3 Horaires de livraison

Les jours et heures de livraison sont déterminés, après notification, par accord entre le titulaire et la formation cliente.

### 4.8.4 Contrôles des livraisons

La livraison des fournitures est faite par le titulaire, en France métropolitaine, c'est-à-dire, mise à disposition FCA France métropolitaine.

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG/FCS le contrôle de livraison est effectué par le prestataire logistique mandaté par l'acheteur.

Les modalités de mise à disposition sont les suivantes :

- L'acheteur ou son prestataire logistique fixe le créneau de réception des marchandises ;
- La présentation des documents de transport se fait avant la mise à quai ;
- Les livraisons sont effectuées par le titulaire par ses moyens propres (les déchargements sont à la charge du titulaire).

Les opérations de vérification quantitative et qualitative sont effectuées lors de l'arrivée des produits sur le lieu de livraison finale.

En fonction des contrôles effectués par le représentant de l'acheteur, celui-ci se réserve le droit de notifier au titulaire des réserves sur les produits dans un délai de 2 jours ouvrables suivant la date de la livraison.

Lors de l'ouverture des colis, et dans les 2 jours ouvrables suivant la date de la livraison, si le client constate une défectuosité que le contrôle à la réception, qui ne peut pas être approfondi, n'a pas permis de déceler, il a la possibilité de refuser les marchandises concernées. Il adresse un courriel ou une télécopie au titulaire relatant l'incident.

En fonction des contrôles effectués sur le quai de réception de la formation cliente, celle-ci se réserve le droit de notifier au titulaire des réserves sur les produits dans un délai de 2 jours ouvrables suivants la date de la livraison. Les produits facturés, mais constatés manquants lors du contrôle des produits effectués par le destinataire final, font l'objet d'une annotation sur le bon de livraison.

Le représentant de l'acheteur (dont la dénomination est indiquée sur le bon de commande) établit les contrôles suivants en réception :

- ✓ identité du titulaire (ou son sous-traitant logistique : à indiquer) ;
- ✓ respect du jour de livraison et de l'heure de rendez-vous ;
- ✓ conformité des documents de transport et de livraison ;
- ✓ conformité de la livraison par rapport à la commande confirmée ;
- ✓ comptage des supports par référence (colis, palettes, etc.) ;
- ✓ état apparent des colis ;
- ✓ contrôle des lots ;
- ✓ autres contrôles spécifiques en fonction de l'urgence ou des spécificités des produits.

Le titulaire fait connaître par retour s'il souhaite reprendre la marchandise ou s'il demande au prestataire logistique de procéder à sa destruction et doit indiquer dans ce cas les conditions et procédures règlementaires à suivre. Les frais de reprise ou de destruction de la marchandise sont à la charge du titulaire. La reprise, si elle est choisie par le titulaire, doit être opérée sous 15 jours calendaires à compter de la demande (sous réserve de la possibilité technique de conserver les produits défectueux). Passé ce délai, la formation cliente procède à la destruction des produits concernés aux frais du titulaire.

La livraison des fournitures est constatée :

- par la délivrance d'un récépissé au transitaire ou réceptionnaire final (signé des deux parties),  
ou
- par la signature du bon de livraison dont chaque partie conserve un exemplaire. Toute réserve de la part du réceptionnaire, qu'il soit transitaire ou réceptionnaire final, doit être reportée sur le récépissé / bon de livraison au moment de la réception.

Les écarts entre bon de commande et livraison réelle (produits manquants, détériorés...) font l'objet d'un avoir de la part du fournisseur.

Le titulaire demeure responsable des fournitures jusqu'au contrôle de la marchandise à destination. Toute clause contraire mentionnée sur un bon de livraison, une facture ou tout autre document est nulle et non avenue.

#### **4.9 Rapport d'activité**

Le titulaire assure un suivi de l'exécution de chaque accord-cadre en établissant un rapport d'activité.

Ce rapport est communiqué par courrier électronique à l'acheteur référent de la Direction des Achats de l'EdA, en charge du suivi du marché, au plus tard dix(10) jours ouvrés suivant sa demande.

Les documents constitutifs du rapport d'activité sont transmis sous un format Excel ou compatible non protégé.

Le rapport d'activité fait notamment apparaître par client bénéficiaire les mentions suivantes, pour la période concernée et au cumul annuel :

Les commandes d'achat :

- le nombre de commandes confirmées et livraisons réalisées au cours du semestre ;
- les dates de commande et de livraison ;
- les fournitures livrées ;
- les quantités ;
- le prix unitaire et total HT des fournitures ;
- le chiffre d'affaire global généré ;
- **Le taux de service** : le nombre de lignes de commande livrées en totalité en respectant le délai initial demandé / le nombre de lignes de commandes confirmées ;
- **Le suivi des litiges** : l'identification des incidents, des défauts et le délai de clôture de chaque.

La performance de chaque titulaire est jugée sur le taux de service, le taux de litiges ainsi que sur les exigences en matière de pilotage et de suivi d'exécution du marché.

**Au niveau du taux de service, le titulaire a une obligation de satisfaction d'au moins 98% ;** s'il descend en dessous de ce taux, les pénalités sont appliquées (cf. article 6.4 du CCP)

S'il le juge nécessaire, l'acheteur effectue une analyse contradictoire des éléments fournis par le titulaire. Les conclusions de l'analyse contradictoire sont communiquées au titulaire lors d'une réunion ou tout autre moyen convenu entre les deux parties.

Les modalités d'organisation et de fonctionnement sont arrêtées au moment du démarrage de chaque accord-cadre.

## ARTICLE 5 FACTURATION ET MODALITES DE REGLEMENT

### 5.1 Facturation

Conformément aux dispositions de l'article L2192-1 et suivants du code de la commande publique, les factures doivent être transmises par voie électronique, via la plateforme de dématérialisation des factures Chorus Portail Pro (CPP), accessible via le lien suivant :

Le titulaire doit transmettre ses factures par voie électronique, via la plateforme de dématérialisation des factures Chorus Portail Pro (CPP), accessible via le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Chaque bon de commande fait l'objet d'une facture, dès vérification et admission des fournitures/prestations.

Afin que le traitement des factures soit facilité et optimal, le titulaire doit impérativement faire apparaître les mentions légales et les indications suivantes, dans chacune de ses factures :

- les nom et adresse de l'acheteur ;
- l'identité du destinataire final ;
- le pays ou la ville de destination finale ;
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- le numéro et date d'établissement de la facture ;
- les numéro et date de l'accord-cadre ;
- les numéro et date du bon de commande ;
- les coordonnées de l'émetteur du bon de commande ;
- le **code service** de l'acheteur tel qu'il est précisé dans le bon de commande (ex : DIMG\_GEN) ;
- les références du récépissé / bon de livraison ;
- la nature des fournitures et/ou prestations et leur prix unitaire et ou forfaitaire H.T. ;
- les références fournisseurs des fournitures livrées ;
- les taux et montant de la TVA ;
- le montant total HT et TTC de la commande ;
- les date et signature.



Si le titulaire ne respecte pas les prescriptions susmentionnées, le traitement des factures ne peut être effectué de façon automatique.

De ce fait, le délai de traitement des factures - par la Direction Financière et Comptable de l'acheteur - est allongé et la mise en règlement retardé.

## **5.2 Délais de paiement**

Les factures établies par le titulaire sont réglées dans un délai ne pouvant excéder 30 jours à compter de la date de réception de la facture, sous réserve de l'admission par l'acheteur des fournitures.

## **5.3 Modalités de paiement**

Le règlement s'effectue par virement au profit du compte bancaire ou postal du titulaire. Toute modification des coordonnées bancaires est portée à la connaissance de l'acheteur par le titulaire, et formalisée par la transmission d'un R.I.B.

## **5.4 Intérêts moratoires**

À défaut de paiement dans les trente (30) jours maximums suivant la réception de la facture, des intérêts moratoires sont dus au titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage. Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

En outre, le bénéficiaire des prestations n'ayant pas honoré son paiement dans les délais est tenu de régler une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dont le montant est fixé à 40 euros.

## **5.5 Nantissement et cession de créance**

L'acheteur délivre au titulaire sur demande et sans frais, les pièces nécessaires pour une remise de l'accord-cadre en nantissement. Toute cession de créance est directement notifiée au comptable de l'acheteur par l'établissement cessionnaire.

## **5.6 Avances**

Aucune avance n'est versée.

# **ARTICLE 6 PENALITES**

## **6.1 Pénalité pour retard**

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 20,00 €.

Le décompte des jours de retard sera effectué en jour ouvré.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Conformément aux stipulations de l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10 % du montant du marché, de la tranche ou du bon de commande.

Les pénalités de retard sont appliquées après mise en demeure adressée au titulaire et restée sans effet dans un délai de 15 jours, conformément à l'article 14.1.1 alinéa 1 du CCAG-FCS.

Pénalités pour non-respect des dispositions des pièces du marché

En cas de non-respect des dispositions des pièces du marché (incluant l'absence de transmission des fiches techniques et données de sécurité), le titulaire peut se voir infliger une pénalité forfaitaire de 50 € H.T. par non-respect constaté. Le non-respect d'une obligation du marché est constaté par le pouvoir adjudicateur et notifié par lettre recommandée avec accusé de réception au titulaire défaillant.

#### **6.2 Pénalité pour taux de service minimum non atteint**

Le titulaire s'engage à un taux de service minimum mensuel de 98%. En cas de non satisfaction des bons de commande supérieure à 2%, la pénalité s'applique de la manière suivante.

Calcul du taux de service mensuel minimum :

- Nombre de lignes de commande livrées / Nombre de lignes de commande confirmées

Si le taux de service est inférieur à 98%, il est fait application de la formule de pénalité suivante :

$$P = V \times 5\%$$

Avec :

P = montant de la pénalité ;

V = montant mensuel HT des produits livrés du mois pour lequel le taux de service de 98% n'est pas atteint.

Une pénalité forfaitaire minimale de 50 € HT est appliquée pour couvrir les frais de traitement.

### **ARTICLE 7 ECHANGE ET SAV**

Le titulaire garantit que les fournitures sont conformes aux normes européennes et nationales, aux normes de fabrication, aux règles déontologiques de la profession et que les fournitures sont de qualité loyale et marchande.

Les conditions d'échange et de service après-vente (SAV) sont celles précisées dans l'offre du titulaire. Toutefois, les remplacements des fournitures défectueuses, présentant un défaut de matière ou de fabrication, seront à assurer par le titulaire à ses frais.

### **ARTICLE 8 OBLIGATION DU TITULAIRE**

#### **8.1 Conformité des prestations**

Il est rappelé que les prestations doivent être conformes aux normes françaises et européennes en vigueur à la date de remise des offres, ainsi qu'aux dispositions de l'accord-cadre.

Le titulaire doit remettre sur demande de l'acheteur tous documents contenant des informations indispensables tels que :

- les instructions d'utilisation,
- le délai de péremption,
- le stockage des fournitures.

Le titulaire veille à tenir compte et informer l'acheteur de toute évolution de la réglementation des normes relatives aux fournitures constitutives de l'offre, pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre à bons de commande.

#### **8.2 Responsabilité du titulaire**

Le titulaire demeure responsable des fournitures jusqu'au contrôle de la marchandise à destination (il s'agit en l'occurrence, du lieu de livraison indiqué par l'acheteur). Toute clause contraire mentionnée sur un bon de livraison, une facture ou tout autre document est nulle et non avenue.

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat pour garantir une continuité de service. Il est tenu de fournir son calendrier annuel de fermeture.

#### **8.3 Assurances**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de sa demande.

#### **8.4 Changement dans la situation du titulaire**

Toute modification intervenant au sein de la société pendant la durée de l'accord-cadre doit être impérativement notifiée à l'acheteur par lettre recommandée avec accusé de réception.

Sans que cette liste soit exhaustive, la modification peut se rapporter :

- ✓ aux personnes ayant le pouvoir d'engager la société ;
- ✓ à la forme juridique de l'entreprise ;
- ✓ à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- ✓ à son adresse ou à son siège social ;
- ✓ au capital de l'entreprise ;
- ✓ à ses coordonnées bancaires ;
- ✓ de façon générale, à toutes les modifications importantes sur le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le bon déroulement de l'accord-cadre.

Un acte modificatif peut être établi afin de prendre en compte les modifications susmentionnées.

### **ARTICLE 9 AUTRES OBLIGATIONS**

#### **9.1 Confidentialité**

Conformément aux dispositions de l'article 5 du CCAG-FCS, le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont l'acheteur est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec l'acheteur. Le titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues à l'accord-cadre.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de l'accord-cadre. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants. Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments :

- qui étaient dans le domaine public au moment de leur divulgation ou que l'acheteur aurait lui-même rendus publics pendant l'exécution de l'accord-cadre ;
- signalés comme présentant un caractère non confidentiel et relatifs aux prestations de l'accord-cadre ;
- qui ont été communiqués au titulaire par un tiers ayant légalement le droit de diffuser ces informations, documents ou éléments, comme le prouvent des documents existant antérieurement à leur divulgation.

#### **9.2 Données personnelles**

Le titulaire, est susceptible d'avoir accès à des Données à Caractère Personnel dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre.

Il doit dès lors, opérer leur traitement en conformité avec les dispositions du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des Données à Caractère Personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (RGPD).

Il doit en garantir la confidentialité et veiller à ce que seuls les personnels autorisés de son organisme y aient accès et n'en prennent copie ni ne les utilisent pour d'autres finalités que la réalisation de l'objet de l'accord-cadre. Il veille également à la mise en place de mesures techniques et organisationnelles pour encadrer le traitement de ces données.

L'acheteur détermine les finalités et les moyens du traitement de Données à Caractère Personnel dont il demeure seul responsable, et en supervise la mise en œuvre.

### **9.3 Protection de l'environnement et développement durable**

L'accord-cadre portant sur l'acquisition de charbon de bois, le titulaire s'engage à limiter de façon significative les impacts néfastes susceptibles d'être générés auprès des utilisateurs et sur l'environnement.

Le titulaire :

- veille à ce que l'exécution de l'accord-cadre dont il est attributaire respecte les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes. Il doit être en mesure de justifier du respect de ces prescriptions en cours d'exécution de l'accord-cadre et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur. A défaut de justifications ou à défaut de respect, l'accord-cadre peut être résilié aux torts du titulaire ;
- mène globalement une démarche favorable à l'environnement en prenant en compte les différentes étapes du cycle de vie des fournitures (de leur conception à leur fin de vie) tout en garantissant des fournitures de qualité (aptitude à l'usage et durabilité) ;
- s'il met en œuvre de façon volontaire des techniques et processus intégrant la notion de développement durable dans le cadre de son activité et de l'exécution de l'accord-cadre, il doit être en mesure d'en apporter la preuve ;

Outre la réglementation en vigueur en collectivité, le titulaire respecte les préconisations suivantes :

- optimisation des emballages : emballages recyclables, minimisation du suremballage, réduction des déchets d'emballage... ;
- optimisation des flux logistiques.

### **9.4 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail**

Conformément à l'article 6 du CCAG/FCS, les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois, règlements et conventions collectives relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Le titulaire est également tenu au respect des stipulations des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure de justifier du respect de ces obligations, en cours d'exécution de l'accord-cadre et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur. Les modalités d'application de ces textes sont prévues par le CCAP ou tout autre document qui en tient lieu.

## **ARTICLE 10 RESILIATION ET EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES**

En cas de résiliation de l'accord-cadre, les parties sont responsables jusqu'à complète exécution de leur engagement contractuel.

### **10.1 Résiliation d'un commun accord des parties**

Les parties peuvent demander à résilier d'un commun accord l'accord-cadre. Dans ce cas, elles conviennent de la date à laquelle il prend fin.

## 10.2 Résiliation par l'acheteur

La résiliation de l'accord-cadre peut intervenir :

- en cas de non-respects des engagements contractuels par le titulaire ;
- en cas de faute grave ou de non exécutions répétées des prestations ;
- dans les cas prévus aux articles 39 à 42 du CCAG/FCS.

La résiliation intervient après la procédure de mise en demeure suivante : l'acheteur adresse préalablement au titulaire une mise en demeure précisant la sanction envisagée. Le titulaire dispose d'un délai de dix (10) jours ouvrés pour présenter ses observations ainsi que les mesures envisagées. Si la mise en demeure reste infructueuse ou en cas de répétition de faute du titulaire, l'acheteur prononce la résiliation de l'accord-cadre. La résiliation est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception. A défaut de date de résiliation fixée dans la décision, il est fait application d'un préavis de trente (30) jours ouvrés courant à partir du lendemain de la date de réception de la lettre valant décision de résiliation.

## 10.3 Exécution aux frais et risques du titulaire

L'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, soit en cas de mauvaise exécution soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation (absence totale ou partielle de fourniture, fourniture non conforme...) qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de ruptures prolongées, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée aux torts du titulaire.

Le titulaire de l'accord-cadre n'est pas admis à prendre part, ni directement, ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de cet accord-cadre par le tiers désigné par l'acheteur. L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix de l'accord-cadre, résultant de l'exécution des prestations de fournitures aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire.

Des frais administratifs sont facturés dans tous les cas au titulaire défaillant soit 10% du montant des fournitures concernées par l'exécution des frais et risques avec un minimum de perception de 50 euros.

## ARTICLE 11 LITIGES ET DIFFERENDS

En cas de litige, le règlement amiable est recherché en premier lieu. Tout différend, survenant à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, est soumis par le titulaire à l'acheteur sous pli recommandé avec accusé de réception. Ce dernier doit répondre dans un délai de vingt (20) jours calendaires.

A défaut d'accord, il peut être recherché la solution juridictionnelle. Le tribunal compétent est le tribunal administratif de Montreuil.

## ARTICLE 12 DEROGATIONS

Dérogations au CCAG-FCS :

CCP	CCAG/FCS
Article 3.3 « Révision de prix »	Article 10.2.4 « Prix »
Article 4.3 « Commandes- schéma d'exécution »	Article 3.7.1 « Bons de commande »
Article 4.8.1 « Bons de livraison »	Articles 30.1 et 30.4
Article 4.8.4 « Contrôle des livraisons »	Articles 30.1 et 30.4
Article 6.1 « Pénalités pour retard »	Article 14 « Pénalités »